

À propos de livres

Berger Peter L.	
<i>Invitation à la sociologie</i>	196
Boussard Valérie	
<i>Au nom de la norme. Les dispositifs de gestion entre normes organisationnelles et normes professionnelles</i>	197
Charlier Jean-Émile, Moens Frédéric, Dir.	
<i>Observer, décrire et interpréter. Un état des méthodes en sciences sociales</i>	198
Daghri Taoufik, Zaoual Hassan, Dir.	
<i>Économie solidaire et développement local. Vers une démocratie de proximité</i>	200
Dietschy Paul, Gastaut Yvan, Mourlane Stéphane	
<i>Histoire politique des coupes du monde de football</i>	201
Honneth Axel	
<i>La réification. Petit traité de Théorie critique</i>	202
Kupiek Anne	
<i>Karl Mannheim. Idéologie, utopie et connaissance</i>	203
Obadia Lionel	
<i>La religion</i>	205
<i>Le bouddhisme en Occident</i>	206
Pirotte Jean, Zélis Guy, Dir.	
<i>Pour une histoire du monde catholique au 20^e siècle</i>	207
Policar Alain	
<i>La justice sociale. Les enjeux du pluralisme</i>	208
Raynaud Philippe	
<i>L'extrême gauche plurielle. Entre démocratie radicale et révolution</i>	210
Turcotte Paul André, Remy Jean	
<i>Médiations et compromis. Institutions religieuses et symboliques sociales</i>	212

BERGER Peter L.,
Invitation à la sociologie,
 Paris, La Découverte, 2006 [1963], 249p.

L'invitation à la sociologie de Peter Berger est la réédition d'un ouvrage initialement paru en 1963. Né en 1929, P. Berger est un des grands noms de la sociologie américaine actuelle, notamment connu chez nous pour un ouvrage coécrit avec Th. Luckmann et paru trois ans après la première édition de *Invitation à la sociologie* : *The Social Construction of Reality*, qui constitue une étape importante dans l'approche dite du constructivisme social en réactivant la tradition phénoménologique en sociologie initiée par A. Schütz. L'ouvrage qui nous occupe est loin de ces préoccupations théoriques particulières, et vise plutôt à défendre la pertinence de la passion revendiquée par l'A. pour ce que d'aucuns ont qualifié de sport de combat (terme qui gagne en pertinence à la lecture du livre de Berger !).

Pour Isambert, «il est rare de pouvoir qualifier de "plaisant" un ouvrage qui s'occupe de sociologie»¹. Plaisant et intéressant, cet ouvrage l'est à plus d'un titre. Il y a bien sûr d'abord la verve et le style de Berger, agréable, impertinent et faisant souvent mouche. Ensuite, du point de vue du fond de la réflexion, la satisfaction est souvent de mise. Loin d'être susceptible d'intéresser uniquement les novices ou les profanes de la discipline, l'ouvrage possède plusieurs atouts qui pourront plaire aux sociologues plus avertis. La gageure est en effet de taille : rendre la sociologie attractive, ce qui suppose aussi que l'on donne quelques éléments de définition, et que l'on reprenne à bras le corps les débats fondamentaux qui la constituent. Bref, on pourra trouver dans le discours de l'A. de précieuses indications à l'usage des praticiens qui ont à faire face, plus souvent qu'à leur tour, au regard dubitatif de leurs concitoyens s'interrogeant : «Mais, au fond, la sociologie, c'est quoi ? ». Praticiens à qui, alors qu'ils essayaient tant bien que mal de s'en sortir en faisant désespérément appel à des notions parfois ésotériques, est asséné le coup fatal : «Oui, d'accord, mais ça sert à quoi ? ».

On pardonne alors plus facilement à Berger de parfois forcer le trait pour chercher des réponses à ces questions déconcertantes. Il faut retenir de cet ouvrage la définition générale de la sociologie comme une «forme de conscience». Globalement, la sociologie doit être comprise comme une manière d'aller voir ce qui se passe "derrière", de ne jamais s'arrêter à la façade d'un individu, d'une interaction, d'un groupe, d'une société, qui masque leurs structures respectives. Il s'agit donc pour l'A. d'ériger l'irrespect bien compris en méthode de recherche, de démystifier les discours et de désubstantifier les entités collectives jusqu'à plus soif. Le sociologue est celui qui refuse de se complaire dans les évidences, qui cherche à retracer les processus de construction de la réalité et qui traite de la localisation sociale des hommes et des idées. On sent évidemment les affinités avec l'approche sociologique du constructivisme social que Berger développera en propre.

Berger reprend à cet égard quelques débats fondamentaux qui caractérisent (parfois sclérosent) l'approche sociologique, et participent à sa silhouette austère. Ainsi en vait-il du couple déterminisme-liberté. À travers trois regards particuliers (l'homme dans la société, la société dans l'homme et la société comme mise en scène), Berger nous invite à revisiter les fondements de l'idée souvent fort mal acceptée par les non-sociologues selon laquelle «la plupart du temps, le jeu a déjà été "fixé" longtemps avant que nous ne montions sur scène. Tout ce qu'il nous reste à faire, le plus souvent, est de jouer notre rôle avec plus ou moins d'enthousiasme» (p.125). Mais l'invitation à la sociologie qu'il propose passe aussi par la relativisation théorique de cette «claustrophobie sociologique» afin de rendre l'abord de la discipline plus attrayant en carac-

¹ *Revue française de sociologie*, Vol.6, n°1, 1965.

térisant l'acteur comme ontologiquement libre, mais de mauvaise foi lorsqu'il prétend ne pas pouvoir faire autrement.

Il ne fait nul doute que cette caractérisation de la sociologie est historiquement datée et serait bien moins reçue aujourd'hui par ceux qui, tenants du tournant pragmatique par exemple, déplorent que la sociologie garde son vieux réflexe d'aller "chercher derrière" ce qui lui est donné à observer. On trouvera à juste titre simpliste, sans doute, cette caractérisation du sociologue comme celui à qui «on ne la fait pas», que Berger utilise pour dessiner la plus-value du regard de la discipline. Reste qu'il serait bien prétentieux de dire que la quarantaine d'années qui nous séparent de la première édition de l'ouvrage de Berger ont permis à la discipline de dépasser totalement cette posture, qui n'est d'ailleurs certainement pas exempte d'excellentes caractéristiques destinées à perdurer.

On terminera en soulignant l'extrême lucidité dont Berger fait preuve aux divers moments de son écriture (texte de 1963, postface de 1992, préface de 2006) quant à l'état structurel de la discipline et aux dangers qui la menacent : l'esprit de clocher, l'insignifiance, le rationalisme, l'idéologie notamment, mais aussi l'âpreté du monde académique dans lequel doivent évoluer les jeunes et moins jeunes praticiens, âpreté dont il est clair qu'elle ne favorise pas le développement sain de la discipline que Berger a constituée en passion.

Nicolas Marquis
Université catholique de Louvain (ANSO)

BOUSSARD Valérie, Dir.,
Au nom de la norme. Les dispositifs de gestion entre normes organisationnelles et normes professionnelles,
Paris, L'Harmattan, coll. Logiques sociales, 2005, 225p.

À travers une petite dizaine d'études de cas, l'ouvrage propose de revoir l'opposition entre logique managériale et logique professionnelle et d'examiner les résultats de leur confrontation et de leur articulation. Cet ouvrage collectif, dirigé par Valérie Boussard, réunit huit textes répartis sur trois chapitres. Il s'agit de contributions présentées lors du congrès de l'Association française de sociologie en février 2004, ce qui explique à la fois la diversité des terrains de recherche (secteurs privé, public, industriel, de service) ainsi que des approches et grilles théoriques sur lesquelles se basent les analyses. Toutefois, et cela vaut la peine d'être souligné, cet ensemble fait apparaître une grande complémentarité des textes et une cohérence évidente dans les conclusions respectives des auteurs.

L'excellente introduction de Valérie Boussard fait bien plus que tracer le fil rouge et présenter les objectifs poursuivis par cette publication. L'auteur y propose une lecture des différents chapitres inspirée par la sociologie des professions. Elle mérite vraiment d'être lue par ceux et celles qui traitent des groupes professionnels ou occupationnels. La première partie du livre souligne l'importance de la dimension normative des outils ou dispositifs de gestion qui porte une nouvelle définition des professionnalismes (exogènes) et qui se heurte aux normes professionnelles endogènes aux groupes. Les textes de la seconde partie vont déconstruire cette vision qui oppose logique managériale et logique professionnelle. Les acteurs de la mise en œuvre des dispositifs de gestion y apparaissent en "professionnels" lorsqu'ils font leur travail d'organisation et le dispositif y est présenté comme une ressource leur permettant d'asseoir leur légitimité en tant que professionnels. Dans la troisième partie les auteurs étudient les dispositifs de gestion au centre des relations entre groupes professionnels. Les dispositifs sont alors avant tout des ressources à disposition des groupes professionnels pris dans des rapports hiérarchiques.

La première partie de l'ouvrage comprend trois études de cas ; Fabrice Jubert fait l'analyse de l'utilisation de dispositifs de gestion des risques par des électriciens dans un centre de production, Hélène Buisson-Fenet étudie le cas d'un logiciel de gestion des flux scolaires dans l'Éducation nationale et, pour finir, Xavier Albanel présente une analyse du dispositif mis en place pour l'évaluation des enseignants. Cette première partie tend à faire apparaître combien les managers à travers des dispositifs de gestion visent à modifier l'activité et l'organisation du travail selon une logique essentiellement bureaucratique (rationalisation et efficacité), sans tenir compte des fondements professionnels et en induisant une redéfinition des modèles professionnels des travailleurs. Toutefois, nos trois auteurs concluent sur l'importance des acteurs dans la réelle mise en œuvre, traduction et réappropriation du dispositif, suivant des logiques professionnelles ou des logiques propres à l'organisation qui préexistent au dispositif.

La seconde partie de l'ouvrage comprend deux articles. Éric Drais étudie la diffusion de dispositifs de management de la sécurité dans deux entreprises de bâtiment. Michel Catla analyse quant à lui un dispositif de gestion de la main-d'œuvre appelé "groupement d'employeurs" et adressé à des TPE. Pour Éric Drais, son étude comparative montre combien les acteurs et leur logique professionnelle ainsi que l'environnement (l'organisation) «décident» de la mise en place et de la pérennité d'un dispositif. Michel Catla arrive à des conclusions similaires en montrant comment le dispositif et les acteurs qui le portent sont le fruit de dynamiques professionnelles. Drais et Catla, en se centrant sur les acteurs de la mise en œuvre des dispositifs de gestion, nous montrent combien la promotion d'un dispositif et son efficacité constituent pour ces derniers des moyens pour redéfinir leur territoire professionnel et leur légitimité en tant qu'acteurs d'un groupe professionnel.

La dernière partie comprend trois articles. Jean-Luc Metzger et François-Xavier Schweyer étudient les ingénieurs biomédicaux comme groupe professionnel émergent, ainsi que le rôle du logiciel de gestion du plateau technique hospitalier dans les rapports entre les différents groupes professionnels. Marie-Noëlle Pécot analyse les effets de l'outil de gestion de maintenance assisté par ordinateur (GMAO) sur les pratiques de travail et sur la définition des territoires professionnels. Thomas Reverdy traite de la mise en place de logiciels standardisés au sein de différentes entreprises. Il souligne l'importance des situations de travail préexistantes et des rapports asymétriques entre catégories d'acteurs qui viennent définir à leur tour les effets de l'outil de gestion. Il nous montre combien l'outil est à la fois structurant, combien il vise à imposer un modèle organisationnel, tout en concluant sur l'appropriation stratégique qui en sera faite par les acteurs. Il insiste également sur l'asymétrie des relations entre acteurs. Tous les groupes professionnels ne se servent pas des dispositifs avec le même effet.

Les différentes contributions sont agréablement rédigées et merveilleusement introduites par Valérie Boussard. Pour les pressés, centrez-vous sur l'introduction.

Silvia Giraldo
Université catholique de Louvain (ANSO)

CHARLIER Jean-Émile, MOENS Frédéric, Dir.,
Observer, décrire et interpréter. Un état des méthodes en sciences sociales,
Lyon, Institut National de Recherche Pédagogique, 2006, 240p.

Il est des questions récurrentes auxquelles se confrontent tous les chercheurs en sciences sociales : comment rendre intelligible la réalité sociale en y étant directement impliqué ? Comment énoncer et mettre en œuvre les grandes étapes de la démarche scientifique ? Que signifient les actes que sont l'observation, la description et l'interprétation ? En hommage au professeur et méthodologue Raymond Quivy, connu notamment pour l'ouvrage co-écrit avec Luc Van Campenhoudt, *Manuel de recherche en*

*sciences sociales*¹, Charlier et Moens, ont réuni treize contributions stimulantes qui reviennent sur ces questions essentielles.

Il s'agit moins d'un manuel destiné à la pratique de la recherche, qui renseignerait sur les étapes-types, sur des techniques, des méthodes prêtes à l'emploi, que d'une réflexion à plusieurs voix autour des interrogations suscitées par les démarches de recherche. Concrètement, l'ouvrage revisite la méthode en sciences sociales en accordant une place importante à son épistémologie. La plupart des contributions s'articulent autour d'objets précis, d'exemples concrets de recherches de terrain. A l'encontre de tout dogmatisme méthodologique, l'ouvrage souligne la nécessaire réflexivité du chercheur, l'inlassable travail de construction de l'objet, montrant, notamment, l'interdépendance entre les responsabilités éthiques et politiques du chercheur, les choix méthodologiques et théoriques, la relation avec les informateurs, le terrain, l'évolution et les transformations des contextes sociaux.

L'importance de la réflexivité, présente tout au long de l'ouvrage, ressort plus explicitement de certaines contributions. Ainsi, par exemple, Béraud, à travers une interrogation sur le type d'entrepreneur décrit par les économistes, montre comment ces derniers éprouvent des difficultés épistémologiques à s'approprier «l'acte d'entreprendre». Dans le même ordre d'idées, le socio-anthropologue Bouvier réfléchit sur les conditions d'apparition de nouveaux champs épistémologiques. Travail réflexif d'autant plus important que, selon lui, les évolutions récentes de nos sociétés libérales, les désenchantements qu'elles ont produits, ont déconstruit certains faits sociaux et remis en question la pertinence d'outils analytiques élaborés dans des contextes sociaux différents. Les nouveaux contextes renforcent l'importance qu'il y a d'entreprendre des recherches qui procèdent à «des mises en corrélation transdisciplinaires» ou des démarches interdisciplinaires. Cette préoccupation est aussi partagée par les politologues Hufty et Muttenger : la complexité des mondes sociaux fait émerger des objets, en l'occurrence la régulation des ressources naturelles, lesquels requièrent plusieurs angles de vue. Bien au-delà de la simple mise en commun d'un même objet, soit une démarche pluridisciplinaire, l'interdisciplinarité qu'ils décrivent implique un travail de confrontation des différentes démarches disciplinaires et de leurs présupposés théoriques, un processus de reconceptualisation de la problématique à travers des «concepts passerelles». La contribution de Charlier et Moens plaide également pour une pluralité des points de vue, des techniques qui ne seraient pas complémentaires, mais en quelque sorte «consubstantielles», fondant une unité de méthode à part entière. Une telle intégration de la pluralité méthodologique est également au centre de la réflexion de Burnay qui, sur la base d'une recherche portant sur les chômeurs en fin de parcours professionnel, cherche à articuler de manière interdépendante les démarches qualitative et quantitative.

Avec les contributions de Gallet, Scieur, Neveu et Nyamba, c'est la relation de communication sociale que le chercheur établit avec ses informateurs qui est au cœur d'un questionnement épistémologique. Gallet réfléchit, sur la base d'une observation participante conduite auprès d'activistes d'organisations protestataires, aux frontières entre deux postures relationnelles, celle du spectateur distancié et celle de l'acteur engagé. Scieur, au départ d'interventions réalisées dans le cadre de PME familiales, montre combien la méthode mise en œuvre dépend du contexte et des paramètres relationnels qui entourent l'intervention et s'interroge sur les difficultés inhérentes à la triple figure du chercheur, de l'intervenant et du pédagogue. Neveu, également sur la base d'interventions, en revient à questionner certaines pratiques canoniques, plus particulièrement l'anonymisation : celle-ci peut se révéler inféconde et camoufler des dimensions signifiantes de l'objet, ici la reconnaissance des individus. Au départ d'une spécificité des terrains africains, la dimension orale de la culture africaine tradition-

¹ QUIVY R., VAN CAMPENHOUDT L., *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 1988.

nelle, Nyamba met en évidence l'importance d'établir une «vraie» relation sociale d'enquête nourrie par la connaissance de l'histoire sociale du groupe avec lequel le chercheur entre en interaction. Pas seulement pour des raisons liées à la production d'une plus grande intelligibilité des phénomènes étudiés, mais aussi parce que toute méthode possède des implications politiques et des enjeux en matière de reconnaissance des informateurs. Cette dimension déontologique au cœur de la relation d'enquête est également soulevée par Moens et Charlier qui défendent des méthodes et des techniques qui perturbent le moins possible les informateurs et qui reposent sur une circulation du don, en recourant, par exemple, à la démarche de la restitution.

L'interprétation est au cœur de trois contributions qui, par la lecture de quelques grands auteurs classiques, réinterrogent les grandes oppositions entre les connaissances analytiques dotées d'un fort potentiel explicatif et les connaissances compréhensives centrées sur le sens de l'action. Prenant appui sur les travaux de l'herméneutique, et plus précisément en partant de Charles Taylor et de Max Weber, Zacaï-Reyners pointe les écueils de l'empirisme, lorsqu'il s'agit d'appréhender le monde commun, non seulement pour accéder au sens des pratiques humaines, mais aussi en matière de responsabilités anthropologiques. Quant à Ferréol, notamment au départ des travaux du cercle de Vienne et de l'école de Francfort, il revient sur l'articulation classique de la dialectique entre expliquer et comprendre. Enfin, Cuin discute les écueils et les limites de la démarche qu'il qualifie de «compréhensiviste».

La dernière contribution de l'ouvrage, celle de Javeau, revient sur la naissance de la sociologie et sur ses ambitions premières, plus précisément sur le rôle émancipateur attaché au savoir sociologique. En retraçant l'évolution de la discipline, l'auteur montre comment cet aspect de la démarche s'est, sinon perdu, du moins fortement adouci.

C'est donc là un ouvrage utile et fort bien construit, où l'on voit bien la continuité et le rapport entre les différentes interventions. Dans chacune des pages et à travers toutes les contributions, le chercheur en sciences sociales est présenté comme un être de réflexion, constructeur inlassable de son objet, jamais détenteur une fois pour toutes d'une méthode absolue et valable pour tous les contextes. De cette manière, ce livre souligne aussi l'importance d'une démarche critique. Cet aspect est un autre apport important du livre qui rappelle la responsabilité du constructeur de savoirs à l'égard du monde qu'il décrit. En somme, cet ouvrage reflète bien la situation actuelle des sciences sociales et les défis qu'elles ont à relever aujourd'hui.

Géraldine André

Facultés universitaires catholiques de Mons (GRcSAS)

DAGHRI Taoufik, ZAOUAL Hassan, Dir.,
Économie solidaire et développement local. Vers une démocratie de proximité,
Rabat, Horizon Pluriel/Paris, L'Harmattan, 2007, 220p.

Valorisant interdisciplinarité et interculturalité, les auteurs de ce volume, tous membres du GREL (Groupe de recherche sur les économies locales, rattaché à l'université du Littoral-Côte d'Opale), dressent tout d'abord un constat lucide : «L'on assiste, depuis une décennie, à une remise en cause du paradigme traditionnel du développement dans les pays du Sud et à une montée en puissance des analyses mettant en évidence les défaillances du marché et les insuffisances des sociétés démocratiques occidentales» (p.10). Il importe, dès lors, de repenser croissance et mondialisation en prenant appui non plus sur le paradigme utilitariste de l'*homo œconomicus*, jugé non sans raison trop réducteur voire mystificateur, mais sur une nouvelle approche, celle de l'*homo situs*, afin de prendre en considération la «vitalité de l'informel» ainsi que la «capacité à créer du sens, un horizon d'attente et des modes d'actions dynamisants» (pp.11 et 15).

Dans le premier chapitre, Erick Roussel plaide pour une «autre forme de régulation plus respectueuse de l'Être humain et de l'environnement» (p.19). Anne-Marie Alcoléa-Berth prolonge cette réflexion en soulignant les opportunités offertes aux populations marginalisées par la finance solidaire dans la promotion de microactivités, la mobilisation du «capital social» étant ici essentielle et permettant, à travers l'instauration de relations de confiance et la mise en place de cautions ou de fonds de garantie, une «mutualisation des risques». Abdelhamid Nechad, de son côté, reprend sous un jour nouveau la problématique de la pauvreté : tirant parti des travaux classiques de Sen et de Granovetter, il met l'accent sur le poids des réseaux et des logiques de réciprocité ou d'entraide.

Plus historique, la contribution de Philippe Duez retrace les grandes étapes ayant conduit à l'émergence puis à l'essor des associations, des coopératives et du «tiers secteur». La dimension territoriale apparaît également centrale et est appréhendée par Taoufik Daghri dans une perspective institutionnaliste, de Commons à la théorie des conventions, associant notamment transaction, coopération et partenariat. La proximité et l'écoute, comme le montre bien Élodie Valentin dans son étude sur la ville de Dunkerque, sont susceptibles, dans cette optique, de «conforter la démocratie participative» et de «faire respecter les droits des citoyens» (p.151). Le dernier chapitre réhabilite, sous la plume du directeur du GREL, Hassan Zaoual, croyances et valeurs, singularité et diversité, composantes essentielles des «sites symboliques d'appartenance». La rationalité dont il est maintenant question ne peut être que «composite», «hybride» ou «métissée» (p.202).

Au total, un ouvrage de qualité, bien charpenté et qui nous éclaire utilement sur les fondements de l'action collective, de sorte que puissent être mieux perçues des réalités en constante recomposition.

Gilles Ferréol

Université de Franche-Comté (LASA)

DIETSCHY Paul, GASTAUT Yvan, MOURLANE Stéphane,
Histoire politique des coupes du monde de football,
Paris, Vuibert, 2006, 346p.

Dès les premières lignes de leur introduction, les auteurs font à juste titre observer que «de l'omniprésence de Benito Mussolini pendant la Coupe du monde en Italie en 1934 au baiser de Jacques Chirac sur le crâne chauve de Fabien Barthez le 12 juillet 1998 au stade de France, la deuxième compétition sportive après les Jeux olympiques d'été en termes d'audience télévisée n'a jamais pu maintenir la position de neutralité absolue et intransigeante qu'aurait voulu respecter son créateur, la FIFA, lors de sa fondation en 1904» (p.1). Toutefois, si «la collusion entre politique et football est indéniable», il convient de «se méfier de toute surdétermination et de ne pas sombrer, à la manière de contempteurs sans nuances, dans une vision par trop manichéenne» (p.3).

Quatre parties structurent cette contribution. La première met en exergue la mobilisation des opinions publiques, chaque pays organisateur se sentant fortement investi et disposant de la sorte d'une caisse de résonance ou d'une tribune rêvée afin de célébrer en grandes pompes l'unité nationale autour d'une même passion. À un second niveau d'analyse, l'instrumentalisation du ballon rond par des régimes totalitaires ou dictatoriaux est bien mise en évidence, qu'il s'agisse du fascisme transalpin, de la junte militaire argentine ou bien encore de l'URSS et de ses satellites. C'est ainsi par exemple que «le Hongrois Puskas, puis le Soviétique Yachine, qui par leur talent avaient acquis une forte popularité en Europe occidentale, devenaient, dans la propagande destinée au camp de l'impérialisme, l'incarnation de la réussite du projet de

société communiste» (p.4). La dimension institutionnelle ou géostratégique, qu'elle s'exprime par des rivalités, des tensions ou des rapprochements, est également très présente : en témoignent l'édition de 1938 qui vit le sacre de l'équipe du Duce un an avant le déclenchement des hostilités, le match des frères ennemis RFA-RDA en 1974, la confrontation États-Unis-Iran en 1998, sans oublier, quatre ans plus tard, le mariage forcé Corée-Japon. Les quatre derniers chapitres prolongent cette perspective par une prise en compte plus approfondie des rapports Nord-Sud. La figure de la «perle noire» Pelé peut être perçue, dans cette optique, comme le symbole de l'émergence, sur la scène mondiale, d'un continent multiculturel et d'une population marginalisée.

Un ouvrage, au total, bien documenté, très instructif et qui nous éclaire utilement sur ce «jeu de billard à multiples bandes» mêlant notamment les «intérêts des puissances de l'argent» et l'«action d'une ONG prospère et influente (la FIFA)» au sein d'une «logique de globalisation», laquelle «réunit dans un mouvement tout à la fois complémentaire et contradictoire la standardisation des modes de vie et des pratiques sportives et le désir de se distinguer, d'afficher une identité singulière» (p.315).

Gilles Ferréol

Université de Franche-Comté (LASA)

HONNETH Axel,
La réification. Petit traité de Théorie critique,
Paris, Gallimard, 2007, 141p.

Le dernier ouvrage d'Honneth est ambitieux et annonce, comme son titre l'indique, un traité de théorie critique, aussi petit soit-il. On le sait, la volonté d'Honneth est de procéder à une réactualisation de l'héritage laissé par les générations successives qui ont fait et font encore l'École de Francfort. Prenant acte d'un décalage de contexte entre les époques de Lukacs, d'Adorno, d'Horkheimer et de Marcuse, pour ne citer qu'eux, et la nôtre, Honneth redouble d'efforts ces derniers temps pour asseoir la pertinence d'une perspective sur le monde social qui à ce jour est selon lui indépassée : celle de la Théorie critique.

En s'attaquant au concept de réification, il prend la problématique de l'actualité de cet héritage à bras le corps. En effet, cette catégorie éveille souvent les soupçons (justifiés) que l'on peut avoir face à la ligne la plus dure du matérialisme historique et de ses rejets. Honneth aura bien du mal à démontrer l'usage que l'on peut encore faire de pareil concept, pour lequel il dit cependant déceler actuellement un regain d'intérêt.

L'idée de réification fut forgée par G. Lukacs dans *Histoire et conscience de classe* (1923). Elle recouvre chez lui le processus par lequel une relation prend le caractère d'une chose. Ni erreur épistémologique, ni faute morale, il s'agirait plutôt d'une praxis manquée, qui contreviendrait selon Honneth à certaines règles de base de la pratique humaine. Honneth entame son exercice en relevant une série d'aporées dans l'intuition fondamentale de Lukacs. Parmi celles-ci, mentionnons le peu de justifications conceptuelles mobilisées pour asseoir l'idée, si l'attitude réifiante devient la seconde nature de l'homme, que le capitalisme doit en être tenu pour le principal responsable. Autre point problématique, la volonté, pourtant légitime, de Lukacs de construire le concept de réification sans référence aucune à la morale. Ce serait se fourvoyer dans la mesure où parler d'une pratique manquée suppose que l'on ait en tête un modèle auquel on puisse l'évaluer, c'est-à-dire que l'on suppose l'existence d'une pratique qui serait suffisamment bonne pour respecter des règles fondamentales (encore à définir) de la praxis humaine.

On se rend vite compte que le travail sur le concept de réification pour Honneth est un prétexte pour formuler une théorie de l'action informée, d'une part, par l'héritage

de la Théorie critique, et d'autre part par l'idée de reconnaissance, cheval de bataille de l'A. Appelant en renfort Heidegger, Dewey et Cavell, Honneth propose de mettre en chair l'idée d'une pratique manquée que qualifie la réification. Il soutient que toute action (même rationnelle), et plus largement tout rapport au monde, possède un moment qualitatif, c'est-à-dire un moment de ressenti pour l'individu qui suppose une participation intéressée au monde. Bref, toute action est sous-tendue par un engagement, la perspective de l'observateur rationnel ne pouvant advenir qu'ensuite. Ce moment, Honneth le qualifie de reconnaissance, et il soutiendra que celle-ci précède inéluctablement l'attitude de connaissance¹. Ceci lui permet de ressaisir l'idée de réification comme l'oubli de cette tonalité affective première, de ce moment de participation engagée de l'individu dans son environnement, de la perspective d'intéressement qui caractérise l'enracinement premier dans l'expérience qualitative. L'attitude réifiante est envisageable chez l'individu dans son rapport à autrui (objectivation de l'autre et oubli du fait que, pour le comprendre, je dois me sentir d'une certaine manière "impliqué" en lui), dans une moindre mesure dans son rapport à l'environnement (où pour Honneth, l'attitude de reconnaissance n'est pas constituable comme condition *sine qua non* de celle de connaissance), mais aussi dans son rapport à soi-même. On peut en effet oublier ou nier le moment où l'on se sent impliqué dans ses propres expériences (cf. le «souci de soi» heideggérien). «Pour comprendre ce que veut dire en général le fait d'avoir des désirs, des sentiments ou de se proposer des buts, nous devons préalablement les avoir éprouvés comme une partie de notre soi qui mérite d'être acceptée, comme quelque chose qu'il importe de rendre intelligible à nous-mêmes et aux partenaires de nos interactions» (p.106).

Assurément, il s'agit d'un ouvrage de philosophie sociale. Qui plus est, son allégeance à la théorie critique est explicite. Néanmoins, au-delà de la qualité de l'écriture et de la dimension d'exégèse d'œuvres connues mais peu explorées, on peut faire le pari qu'il s'agit d'un ouvrage intéressant pour le sociologue et l'anthropologue dont le travail possède, de près ou de loin, une dimension critique, et peut-être pas seulement pour eux. D'une part, Honneth esquisse une théorie de l'action appuyée conceptuellement et empiriquement (dans une bien moindre mesure) qui nous invite à déconstruire la catégorie d'action, ce qui n'est pas inintéressant car les discours qui la mettent en exergue sans la questionner sont souvent par trop achalandés. D'autre part, il nous invite à reconsidérer le lieu d'où l'on parle lorsque nous effectuons une critique. Est-il possible, comme le croyait Lukacs, de parler de réification sans se frotter à la question de la «bonne» expérience ? La philosophie sociale doit-elle se borner à constater les insuffisances d'une société par rapport à des principes de justice ? La sociologie et l'anthropologie doivent-elles, dans la mesure qui est la leur, également s'y cantonner ? Peut-être, mais comme le souligne l'A., ce serait oublier que des sociétés peuvent échouer sur un plan normatif autrement qu'en violant des principes de justice dont on voudrait considérer qu'ils sont universels.

Nicolas Marquis
Université catholique de Louvain (ANSO)

KUPIEC Anne,
Karl Mannheim. Idéologie, utopie et connaissance,
Paris, Éditions du Félin, coll. Les marches du temps, 2006, 168p.

«Karl Mannheim ne mériterait-il qu'une attention polie... ? » Ainsi s'ouvre cet ouvrage dont l'intention est double : proposer au lecteur francophone une entrée dans les

¹ Ce qui le sépare de Lukacs, qui différenciait fortement l'attitude marquée par la connaissance et l'attitude marquée par la reconnaissance : Honneth soutient que toute expérience de connaissance repose sur ce soubassement.

premières œuvres de Mannheim, mais aussi aviver son intérêt pour la sociologie de la connaissance telle qu'il l'entendait. À savoir une sociologie qui se propose «d'examiner la pensée non pas comme elle apparaît dans les manuels de logique, mais comme elle fonctionne dans la vie publique et politique en tant qu'instrument de l'action collective»¹.

Un premier chapitre permet au lecteur de se familiariser avec le parcours intellectuel et politique de Mannheim (1893-1947). Originaire de Budapest, il y poursuit ses études universitaires, mais sa formation le conduit également à l'étranger (Berlin, Paris, Fribourg) où il fréquente entre autres les cours de Simmel, Cassirer, Troeltsch et Bergson. Il participe à divers cercles de réflexion au sein desquels il côtoie Michael et Karl Polanyi, ainsi que Georg Lukács. Sous la pression des événements politiques, il fuit la Hongrie en 1919, pour, après divers détours, regagner Heidelberg où il poursuit dans la voie universitaire. Alors qu'il est nommé professeur de sociologie à Francfort en 1929 (Norbert Elias et Hans Gerth y seront ses assistants), sa judéité l'oblige à un nouvel exil en 1933, qui le mènera finalement à Londres (LSE puis Université de Londres).

Afin de donner à voir le climat intellectuel et politique des années 1920-40, l'A. évoque fort succinctement quelques traits saillants de l'époque marquée par la prégnance d'un sentiment de confusion et de crise (le «malaise de la civilisation»). Quel fut le trajet de Mannheim dans ce contexte ? Tel est l'objet de ce bref chapitre 2, dont il ressort que la complexité de sa position d'émigré juif ne serait pas étrangère à ses réflexions sur la posture décentrée de l'intellectuel sans attaches. Ouvert à la pluralité des pensées et des courants intellectuels, Mannheim est resté sans postérité tandis que ses écrits donnent lieu à une étonnante diversité de réactions.

Nous entrons dans le cœur du livre avec un troisième chapitre consacré à la lecture d'un choix d'essais de Mannheim. L'A. rappelle la forme fragmentée de son écriture et de sa pensée, ses essais se voulant autant d'«aventures intellectuelles» réfractaires à tout esprit de synthèse. Trois textes retiennent l'attention de l'A. : l'étude consacrée à la pensée conservatrice (1925)², l'étude portant sur le problème des générations³, et enfin le célèbre recueil *Idéologie et utopie* de 1929⁴. Autant d'écrits rédigés durant la période allemande, avant l'exil en Angleterre. Pour l'A., cette époque est marquée par l'intérêt de Mannheim pour les relations entre «connaissance» et «politique», pour la diversité des modes de pensée et leur articulation avec les familles sociopolitiques. L'A. évoque les éléments saillants de ces essais en suivant leur fil. Le premier des trois textes cités souligne l'ancrage des visions du monde dans le temps et dans l'espace. La sociologie de la connaissance révèle le lien entre des modes de pensée spécifiques et des visions du monde elles-mêmes articulées à des modes d'existence. Le second texte examine la façon dont les individus relevant d'une même génération partagent une situation identique dans l'espace social. Mannheim ouvre ainsi les déterminants de la pensée au-delà de la seule classe sociale (l'A. reprendra à plusieurs occasions la question des relations à l'héritage marxien).

Enfin, l'A. nous invite à parcourir *Idéologie et utopie*, considéré comme «l'œuvre» de Mannheim. Composé d'éléments épars, ce livre fut entièrement réécrit pour l'édition anglaise. Traduit en français dans une version expurgée, il est depuis peu disponible en version intégrale (cf. note 4 ci-dessus). Malheureusement Anne Kupiec ignore

¹ Mannheim cité par Kupiec, p.68.

² MANNHEIM K., *Das Altkonservatismus : Ein Beitrag zur Soziologie des Wissens*. Version anglaise : *Old Conservatism : A Contribution to the Sociology of Knowledge*, trad. établie par D. Kettler et C. Meja, publiée dans le volume XI des *Collected Works*, Londres, Routledge, 1997. Pour plus de précisions sur les différentes versions de ce texte, voir Kupiec, note 27, p.52.

³ MANNHEIM K., *Le problème des générations*, trad. G. Mauger, Paris, Nathan, 1990 (1928).

⁴ MANNHEIM K., *Idéologie et utopie*, trad. J.-L. Evard, Paris, Éd. de la MSH, 2006 (1929).

cette nouvelle édition dans la lecture qu'elle en propose ici, renvoyant aux textes allemand et anglais. Pour l'A., l'apport décisif de cet ouvrage aura été d'examiner la relation entre connaissance et politique. La connaissance est influencée socialement (et non déterminée socialement comme le souligne Z. Bauman). La difficulté consiste à se situer, si l'on adopte cette perspective, par rapport au relativisme. Mannheim s'y essaie en élaborant le concept de "relationnisme". Il n'a néanmoins pas convaincu ses contemporains sur ce point, comme le montre l'A. dans un quatrième chapitre consacré à la réception controversée de l'ouvrage. Pour l'A., il faut néanmoins voir dans la multiplicité et dans l'hétérogénéité des critiques le «signe de l'intérêt des questions posées par ses analyses». Et de conclure : «Les réponses que Mannheim avance valent moins que ses questions» (p.109).

Un dernier chapitre intitulé "Une lecture pour aujourd'hui" revient sur l'absence chez Mannheim de toute conceptualisation de l'émancipation comme d'une théorie de l'État. À la décharge de Mannheim, l'A. soutient que la position décentrée d'extériorité sans attaches ne lui permettait pas de se prononcer politiquement sur l'émancipation, voire de s'engager sur la question de l'État, ce qui n'enlèverait rien à l'intérêt de ses travaux dont une lecture heuristique conserve sa vertu éducative. C'est encore la position même du penseur qui mérite d'être considérée dans l'adoption de ce style qui autorise l'expression des contradictions et des inconséquences. Comme l'écrit Mannheim, «je pense que, dans le domaine controversé de la connaissance humaine, nous ne devrions pas masquer les inconséquences, et pour ainsi dire dissimuler les plaies ; notre obligation, concernant la condition actuelle de la pensée humaine, est de mettre le doigt là où cela fait mal»¹.

Tout en saluant la parution de ce livre qui vient rappeler d'une façon ouverte et bienvenue l'intérêt de la lecture de Mannheim et de sa sociologie de la connaissance, on regrettera que l'importance des sources anglo-saxonnes n'ait laissé que peu de place à ses lecteurs francophones contemporains. On regrettera également que l'évocation du rapport à l'œuvre de Max Weber (cf. pp.91-92) n'ait pas été informée des récents travaux de traduction et d'élucidation proposés par Isabelle Kalinowski sur le savant et le politique².

Nathalie Zaccai-Reyners
ULB, Institut de sociologie

OBADIA Lionel,
Le Bouddhisme en Occident,
Paris, La Découverte, coll. Repère, 2007, 122p.

Les ouvrages de synthèse de très petit volume font souvent la déception des chercheurs. Trop sommaires, trop simplifiés, trop rapides, ne faisant pas droit à la complexité... Le présent ouvrage est une exception très heureuse à cette règle. Les mots me manquent, pour qualifier ce petit livre. Petit bijou pédagogique et scientifique ?

Voici un ouvrage à la finalité originellement très modeste (l'intitulé "Repères" de la collection est explicite à ce propos) et qui pourtant fait véritablement le point sur les connaissances relatives au bouddhisme en Occident, et même au-delà. L'acception "Occident" porte véritablement sur la totalité du monde occidental. L'A. se livre à un état des lieux qui englobe, outre l'Europe et les États-Unis, le Canada, mais aussi la Nouvelle-Zélande ou encore l'Australie. De nombreuses informations parallèles sont en outre livrées en permanence sur d'autres aires culturelles.

¹ Mannheim cité par Kupiec, pp.147-148.

² Voir Max WEBER – *La science, profession & vocation*. Suivi de *Leçons wébériennes sur la science & la propagande*, présenté par Isabelle Kalinowski, Marseille, Éd. Agone, "Banc d'essai", 2005.

L'A. ouvre un premier chapitre sur quelques constats relatifs à la présence du bouddhisme en Occident. Indice de visibilité, popularité, médias, démographie, le bouddhisme se donne à voir de manière multiforme dans nos sociétés contemporaines.

Mais cette présence n'est bien entendu pas le fait d'événements uniquement récents. Le passage progressif du bouddhisme de l'Asie à l'Occident s'ancre dans une histoire longue. C'est l'objet du deuxième chapitre. De la haute antiquité aux portes du XX^e siècle, l'A. déploie la trame des contacts. Il analyse de surcroît les attitudes multiples sous-jacentes à cette rencontre.

Le troisième chapitre s'intéresse alors aux différentes modalités de diffusion et d'implantation du bouddhisme aux XX^e et XXI^e siècles. Il y est question notamment de la contre-culture, de *new age*, de la mission bouddhiste, de la migration asiatique, bref de tous les déterminants externes ou internes qui permettent de comprendre l'expansion récente de cette religion.

La narration embraille, dans le chapitre cinq, sur les adaptations, acclimatations et changements du bouddhisme occidental. Quels sont les éléments de continuité et quelles sont les spécificités de ce bouddhisme occidentalisé ?

Il est alors temps de s'interroger sur ce qui, dans le bouddhisme, entre en résonance avec la culture occidentale. Finalement, quel est l'attrait de cette religiosité en Occident ? Comment comprendre le processus d'adhésion ? Peut-on parler de conversion ?

Le dernier chapitre s'érige en lieu de prospective et esquisse de nombreux champs non explorés en profondeur par l'ouvrage : bouddhisme et écologie, bouddhisme et femme, bouddhisme et mondialisation, dialogue interreligieux sont quelques-uns des thèmes abordés ici.

Enfin, et pour clôturer un constat très positif, la bibliographie est tout sauf sommaire. En 10 pages, elle reprend les véritables "essentiels" sur la question.

On peut certes, ça ou là, relever quelques manques, ou quelques points qui auraient pu être approfondis. Mais n'est-ce pas la loi du genre ? En résumé, donc, on ne saurait que recommander la lecture de cet ouvrage introductif de très bonne tenue, dont on ressort enrichi de multiples questionnements, ce qui est avant tout l'objectif à atteindre.

Olivier Servais

Université catholique de Louvain (ANSO)

OBADIA L.,
La religion,
Paris, Le Cavalier Bleu, 2004, coll. Idées reçues, 125p.

Comment casser quelques idées reçues sur la religion et, ce faisant, initier le commun des lecteurs à diverses problématiques relevant de la sociologie des religions, c'est ce double objectif que s'assigne implicitement l'ouvrage.

Le livre est, dans cette perspective, élaboré autour de 21 questions que l'auteur se propose de discuter sur la base d'éléments des sciences humaines et sociales. Sont ainsi abordés pêle-mêle : l'origine, l'unité et la diversité des religions, les fonctions, formes et manifestations de la religion, les rapports entre religion et politique, les liens entre religion, histoire et société, ou encore les relations entre religion et (non-)développement. Un glossaire et une bibliographie sommaire clôturent l'ouvrage.

Comme tout exercice du genre, et en 125 pages, il ne s'agit *in fine* que d'un exercice de déconstruction des stéréotypes sur la religion. Salutaire pour le grand public, l'ouvrage pêche inévitablement par son volume réduit.

Ainsi en est-il par exemple des liens entre religion et développement. La religion représente-t-elle un obstacle au développement ? En d'autres mots, la religion est-elle

un support invétéré des conservatismes sociaux et a fortiori, dans cette optique, une formidable machine à s'opposer au développement ? La réponse de l'A. est comme souvent bien équilibrée. Les données du Programme des Nations unies pour le développement, le PNUD, montrent une corrélation significative entre développement et sécularisation, mais viennent immédiatement après des contre-exemples : le Japon, Israël et le Brunéi. Et l'A., en bon ethnologue, d'insister sur la complexité de chaque terrain comme sur les spécificités des contextes de colonisation. Enfin, Obadia en arrive à s'interroger sur la notion de développement elle-même, marquée par une conception occidentale du monde, forgée dans un univers religieux particulier, chrétien. Ceci lui permet de souligner l'intérêt d'étudier les transformations religieuses des pays en voie de développement non comme des freins au développement, mais comme des conséquences, voire des symptômes, de ces changements. Dans cet exemple emblématique, pourtant, la question de la fonction complexe que la religion joue par rapport au développement est peu illustrée. Pourquoi ne pas évoquer par exemple les théories de R. Horton sur l'ouverture socioéconomique que permet la conversion à une religion universelle ? Ou, dans un autre registre, la rupture d'avec les obligations de la tradition que permet la conversion au pentecôtisme burkinabé (Laurent¹). Il est vrai qu'avec 4 à 5 pages par thématique, le sujet ne peut qu'être effleuré.

Au final, et malgré ces limites, ce livre ouvre cependant de nombreuses portes. Écrit dans un style très dynamique et accessible, il sera un excellent premier regard sur la sociologie des religions. En espérant bien entendu que le lecteur n'en reste pas là.

Olivier Servais

Université catholique de Louvain (ANSO)

PIROTTE Jean, ZÉLIS Guy, Dir.,

Pour une histoire du monde catholique au 20^e siècle. Wallonie-Bruxelles. Guide du chercheur,

Louvain-la-Neuve, Archives du monde catholique/Église-Wallonie, 2003, 784p.

C'est à une véritable somme des connaissances en histoire du monde catholique wallon et bruxellois que se sont livrés les vingt-six auteurs des différents chapitres de cet ouvrage. Celui-ci est imposant et le pari s'avérait difficile à tenir : couvrir une période historique très riche dans un ensemble géographique complexe.

On notera toutefois, au niveau strictement matériel, que la qualité d'impression de certaines parties de l'ouvrage que nous avons eu entre les mains laissait à désirer... En espérant qu'il ne s'agissait là que d'un problème isolé.

D'emblée, ces limites posées, il nous semble juste d'affirmer que le défi d'un inventaire intelligent et utile semble avoir été relevé avec brio.

Au total, l'ouvrage compte 35 chapitres d'une quinzaine de pages chacun. Dans leur large majorité, ils s'organisent de façon similaire : les faits, les problèmes et les sources. Il y a donc un triple état des lieux : état des connaissances, état des questions, état des documents disponibles. Le chercheur trouvera ainsi un véritable catalogue des recherches pour chaque thématique abordée.

Une introduction à deux voix ouvre brillamment le propos : les lignes de faite de la recherche sur le catholicisme et les grandes questions d'une part, les ressources disponibles d'autre part.

Ensuite l'ouvrage s'articule autour de 6 parties. La première (125 pages pour 9 chapitres) s'intéresse à la vie religieuse : théologie, institutions, pratique, catéchèse, liturgie, religion populaire, vie consacrée, œcuménisme, Vatican II. L'anthropologue no-

¹ LAURENT P.-J., *Les pentecôtistes du Burkina Faso. Mariage, pouvoir et guérison*, Paris, Karthala, 2003.

tera avec grand intérêt que ce chapitre ne s'arrête pas au périmètre institutionnel, mais qu'il s'aventure également sur le terrain de la religion populaire (presque 50 pages !). En outre, l'ouvrage comporte un chapitre sur l'évolution de la pratique catholique, ce qui retiendra l'attention du sociologue. Malheureusement ce chapitre, excellent du point de vue bibliographique, avec des notes très fournies, est très court. Il compte à peine 8 pages.

La deuxième partie, beaucoup plus brève (75 pages pour 3 chapitres), analyse la place des catholiques francophones dans la vie politique belge. Le parti catholique et son évolution sont bien entendu au départ de l'analyse ; toutefois, l'ouvrage présente l'originalité de s'intéresser aux engagements catholiques dans d'autres partis et hors des partis.

La troisième partie (120 pages pour 5 chapitres) est consacrée aux problèmes de société. Sont pêle-mêle étudiés : l'action sociale catholique, les mouvements de jeunesse et l'apostolat des laïcs, les organisations caritatives, les catholiques et les mouvements wallons. Pas besoin d'être grand clerc pour percevoir que ce chapitre est très éclaté thématiquement.

La quatrième partie (200 pages pour 12 chapitres) est la plus importante en volume. Elle se focalise sur la vie culturelle : l'enseignement, les intellectuels catholiques (3 chapitres), les médias (presse écrite, radio, télévision, cinéma), le théâtre, les maisons d'édition et la littérature catholique. L'inventaire est fouillé et aborde, lui aussi, une large diversité de thématiques.

Les deux dernières parties sont nettement plus ténues. La cinquième partie (65 pages pour 3 chapitres) traite du catholicisme en temps de guerre et de son engagement pour la paix. Enfin, la sixième (40 pages pour 3 chapitres) est consacrée à l'espace d'outre-mer : les missions et la coopération. Appendices très courts, on se demande si ces deux dernières parties n'auraient pas gagné à être intégrées dans les parties traitant de la vie religieuse et de la vie politique ou des problèmes de société.

L'ouvrage dresse un état de lieux assez exhaustif du monde catholique des trois premiers quarts du siècle passé. C'est un outil précieux, indispensable pour le chercheur en histoire, voire en sociologie ou/et en sociologie religieuse. Le lecteur restera peut-être un peu sur sa faim pour l'après 68 qui est beaucoup plus réduit que les autres périodes. Cela laisse sans doute présager un autre ouvrage pour la période plus récente.

Au final, le lecteur aura l'impression d'avoir fait le point sur le catholicisme belge au XX^e siècle. Un ouvrage qui restera donc probablement longtemps dans les incontournables pour qui entend en étudier le monde.

Olivier Servais

Université catholique de Louvain (ANSO)

POLICAR Alain,

La justice sociale. Les enjeux du pluralisme,

Paris, Armand Colin, 2006, coll. Cursus Sociologie, 208p.

Le monde occidental est traversé par une diversité de cultures et de valeurs profondément hétérogènes et souvent inconciliables. Le caractère définitif du pluralisme, le respect des différences, le droit à la liberté individuelle, l'exigence permanente de justice sociale et d'égalité structurent l'ouvrage d'Alain Policar qui, en sept chapitres, tente d'éclairer les interrogations liées à l'altérité et au multiculturalisme, tout en proposant une construction possible d'un universalisme authentique.

En ouverture, la philosophie utilitariste est abordée dans ses principes, ses difficultés ou ses impasses. Rappelant la méconnaissance, les confusions et le travestissement de cette théorie, Policar insiste sur cette éthique normative et sa nature consé-

quentialiste à la recherche constante de la maximisation du bien-être collectif (Bentham, Stuart Mill, Sidgwick). Cette nécessité de réaliser le bonheur du plus grand nombre se heurte toutefois à des problématiques tenant au renoncement au plaisir personnel, au sacrifice, à la rationalité ou à la morale (Harsanyi). Dans ce contexte, l'incontournable théorie de John Rawls, finement restituée, tente de dépasser ces limites. Prenant appui sur le concept fondamental d'équité, les principes de justice (liberté et égalité), définis derrière un «voile d'ignorance» garantissant aux acteurs la non-prise en compte de leurs conditions sociales, résultent d'un accord équitale conclu dans une situation hypothétique originelle. Si le contractualisme rawlsien se démarque de la perspective téléologique de l'utilitarisme classique accordant trop peu de place à l'autonomie individuelle, certains auteurs le considèrent néanmoins comme insuffisamment égalitaire (Nozick, Fishkin, Dworkin, Cohen).

La justice distributive de Rawls prête le flanc à d'autres critiques. Ainsi, pour les tenants des doctrines néolibérales (Hayek), l'illusion constructiviste, suivant laquelle la société est organisée selon la raison, doit faire place à un rationalisme de type évolutionniste dégagé des contraintes de l'action consciente et volontaire. En outre, il convient d'accorder la priorité à la liberté et de renoncer à toute logique interventionniste considérée comme irresponsable et non productive. Le principe de différence est également contesté par Nozick qui voit dans la redistribution une violation des droits fondamentaux des acteurs et une atteinte notable au concept d'individualisme possessif (propriété de soi). De leur côté, les idées communautariennes (Taylor, Sandel, Walzer...) font de la justice sociale une question d'interprétation culturelle et abordent des préoccupations très contemporaines. La justification des droits des minorités, et partant l'attribution de citoyennetés différenciées, peuvent-elles garantir l'autonomie de l'individu ? C'est l'occasion pour Alain Policar d'interroger le libéralisme politique, d'étudier les reproches qui lui sont adressés, notamment le statut désincarné et abstrait de la personne humaine, et de se demander si cette pensée est véritablement distante de tout attachement communautaire.

L'échec de l'optique communautarienne dans sa tentative de contestation des principes libéraux fondamentaux conduit à chercher ailleurs une éventuelle alternative. Après avoir rappelé les origines historiques et théoriques des thèses républicaines (Aristote, Machiavel, Montesquieu, Rousseau...), Policar insiste sur l'antagonisme artificiel existant entre celles-ci et le libéralisme. Ces diverses confrontations observées depuis quelques années s'orientent en termes normatifs vers l'étude paradigmatique du passage de la redistribution à la reconnaissance (Fraser). En dépit d'effets pervers, il apparaît possible de réconcilier les deux logiques, d'une part en combattant l'institutionnalisation des hiérarchies, injustes sources de subordination, et, d'autre part, en renonçant au modèle néolibéral. La démocratie délibérative et l'éthique habermassienne de la discussion satisfont à cette exigence de réciprocité et montrent le caractère décisif de la construction de la volonté générale dans le processus du débat public.

Si le consensualisme d'Habermas souffre d'un excès de confiance dans le règlement des conflits, l'approche de Gutmann et Thompson maintient le désaccord moral, autorisant les individus à œuvrer ensemble pour des causes autres que celles qui les séparent. Dans ce contexte, la tolérance ne peut être oubliée. Si elle est porteuse d'affrontements de raisons divergentes la distinguant de tout scepticisme ou relativisme moral, elle est la condition d'un universalisme raisonnable fondé sur la sauvegarde des particularités collectives et sur notre appartenance commune à l'humanité.

De nombreux encadrés, une solide bibliographie, des utilitaires concluent la lecture de ce livre original et de grande qualité, doté d'une écriture accessible et d'un plan très

rigoureux. Au final, un excellent instrument de travail pour tous publics en quête de réflexion approfondie sur la justice sociale dans nos sociétés contemporaines.

Régis Malige
Université de Franche-Comté (LASA)

RAYNAUD Philippe,
L'extrême gauche plurielle. Entre démocratie radicale et révolution,
Paris, Autrement, 2006, 200p.

La discussion des idées de penseurs de droite par des penseurs de gauche est fréquente aujourd'hui. L'inverse se vérifie moins fréquemment. En effet, les cas de penseurs de droite discutant les théories de penseurs de gauche sont rares, en particulier pour ces deux dernières décennies. À cet égard, la publication par Philippe Raynaud de *L'extrême gauche plurielle. Entre démocratie radicale et révolution*, est un événement particulièrement intéressant. Philippe Raynaud compte parmi les plus brillants penseurs de la droite française contemporaine. Professeur de philosophie politique à Paris II, proche de feu la *Fondation Saint-Simon* et membre du comité de rédaction de la revue *Commentaire*, il se réclame d'une tradition libérale spécifiquement française allant de Benjamin Constant à Aron via Tocqueville. L'intérêt qu'il manifeste pour les nouvelles théories critiques témoigne de ce qu'un seuil de contestation du néolibéralisme a sans doute été franchi ces derniers temps, de sorte que ces théories ne resteront plus désormais sans réponse de la part des intellectuels dominants.

Dans la première partie de son ouvrage, Raynaud passe en revue quelques-unes des grandes thématiques sociales et politiques autour desquelles convergent les «nouvelles radicalités». Ainsi de la question de l'État-nation et de son rôle dans la mondialisation, du problème de l'héritage du colonialisme, de l'analyse des formes nouvelles de l'impérialisme, ou du statut des minorités ethniques et sexuelles dans les sociétés actuelles. Sans grande surprise, Raynaud pointe les grandes différences de sensibilité existant au sein de l'extrême gauche contemporaine. Peu de choses réunissent le «souverainisme» de gauche défendu par Bernard Cassen et par des secteurs importants du Parti communiste français et la critique internationaliste du capitalisme à laquelle se livrent trotskistes et néo-anarchistes. L'unité de la gauche radicale, dit Raynaud, est pour l'heure essentiellement négative, c'est-à-dire qu'elle se pose en s'opposant à un adversaire commun davantage qu'en suivant un agenda politique autonome.

L'un des motifs de l'étonnement de Philippe Raynaud réside dans la survivance, au sein des mouvements de contestation du néolibéralisme, de puissants courants trotskistes. À de rares exceptions près, il n'existe plus aujourd'hui en Europe de mouvements maoïstes. Les différents partis communistes du continent ont quant à eux, pour la plupart, renoncé à la rupture avec le capitalisme, souvent sans se l'avouer explicitement. Les idées libertaires sont certes fortement représentées dans le mouvement altermondialiste, mais le type d'anarchisme qui y a cours a peu à voir avec celui de Bakounine et Kropotkine. Cependant, moyennant quelques ajustements stratégiques aux coordonnées de la période, les trotskistes comptent actuellement parmi les principaux moteurs de la contestation du néolibéralisme, et sont présents dans tout ce qui ressemble de près ou de loin à un mouvement social.

Selon Raynaud, deux facteurs expliquent l'extraordinaire plasticité du trotskisme. Le premier est que ce courant est le seul à pouvoir se réclamer d'Octobre 1917 sans avoir à assumer la part d'ombre des régimes communistes réellement existants. Comme le dit Daniel Bensaïd, l'un des principaux théoriciens de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), «De quoi devraient se repentir ceux qui sont restés communistes sans avoir célébré le petit père des peuples ? ». Certes, les trotskistes n'ont pas manqué

d'apporter leur soutien à des processus révolutionnaires dont l'issue s'est rapidement avérée désastreuse. Leur conception de la nature de l'URSS (rapports de production socialistes "trahis" par une direction bureaucratifiée) les a conduits à adopter des positions rétrospectivement indéfendables, comme par exemple le soutien à l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Mais leur absence de responsabilité directe dans les tragédies du XX^e siècle, combinée avec leur participation jamais démentie aux luttes sociales, leur permet d'incarner aujourd'hui une forme d'"authenticité" révolutionnaire.

Le second facteur expliquant le dynamisme du trotskisme est que celui-ci ne se réduit pas à une doctrine abstraite véhiculée par des partis organisés sur le principe du "centralisme démocratique". Il existe aussi, pour reprendre une expression d'Edwy Plenel (ancien directeur du journal *Le Monde* et ex-militant de la LCR) un « trotskisme culturel ». Selon Raynaud, les mouvements trotskistes procurent à leurs adhérents d'importants bénéfices moraux, intellectuels et sociaux. Ceux-ci passent par la transmission d'une mémoire des luttes passées, par la lecture méticuleuse des classiques du marxisme et (dans le cas de la LCR) par une forme d'ouverture de principe à tout ce qui se produit de neuf dans la société.

La seconde partie de *L'extrême gauche plurielle* consiste en une discussion des idées de quatre penseurs critiques contemporains : Daniel Bensaïd, Toni Negri, Alain Badiou et Étienne Balibar. Le problème autour duquel s'organise l'analyse de Raynaud est celui du rapport qu'entretient chacun de ces penseurs avec le marxisme. Étienne Balibar est certainement celui qui a pris le plus de distance avec ce courant. L'idée de "politique des droits de l'homme" qu'il développe implique une conception pluraliste du rapport entre la politique et l'économie qui rompt avec la thèse de la détermination de la première par la seconde défendue par les formes classiques du marxisme. De surcroît, pour Balibar, la réduction des formes extrêmes de violence, y compris de violence révolutionnaire, est une condition de l'exercice de la politique¹. Il ne peut être question en ce sens d'une violence "bonne", dont l'exercice servirait à faire advenir une société juste.

Toni Negri et Alain Badiou sont sans doute ceux de ces auteurs qui combinent avec le plus de succès innovation théorique et radicalité politique. Negri est l'auteur, avec Michael Hardt, d'un ouvrage qualifié par certains de « Manifeste communiste du XXI^e siècle », à savoir *Empire*². Le constat du dépérissement de la classe ouvrière industrielle, doublé de l'émergence de nouvelles formes de précarité, l'ont conduit à substituer au concept de prolétariat celui de "multitude", considéré comme le nouveau sujet de l'émancipation. Negri et Hardt ont par ailleurs développé une conception aussi originale que controversée de l'impérialisme contemporain, qui se distingue à bien des égards de l'approche marxiste de ce phénomène.

Alain Badiou est quant à lui l'auteur d'une œuvre foisonnante et inclassable, qui s'étend d'une métaphysique de l'"événement" à l'analyse de la fondation de l'universalisme par saint Paul, en passant par une sombre et profonde méditation sur la nature du XX^e siècle³. Militant d'une organisation maoïste répondant au nom de "L'Organisation politique", Badiou soutient notamment l'idée que la défense des sans-papiers est la lutte par excellence d'où renaîtra le projet communiste. La pression que les flux migratoires internationaux exercent sur le capitalisme, et les efforts incessants mais dérisoires des pays du centre pour les réguler, rendent le sans-papier par essence inconciliable avec le système.

¹ Voir la comparaison audacieuse à laquelle se livre Balibar entre les stratégies révolutionnaires de Lénine et Gandhi, dans "Lénine et Gandhi : une rencontre manquée ?", in BIDEF J., Dir., *Guerre impériale, guerre sociale*, Paris, PUF, 2005.

² Voir HARDT M., NEGRI T., *Empire*, Paris, Exils, 2000.

³ BADIOU A., *Le siècle*, Paris, Seuil, 2005.

La thèse principale que défend Philippe Raynaud est contenue dans le sous-titre de son ouvrage. L'extrême gauche, dit l'auteur, est en tension permanente entre la «démocratie radicale» et la «révolution». Selon Raynaud, une part importante des revendications des mouvements sociaux actuels sont compatibles avec le libéralisme. Elles consistent soit à exiger l'application effective de principes que les libéraux sont accusés de se borner à énoncer, soit à radicaliser ces principes. Par exemple, la reconnaissance du droit des minorités n'est autre qu'un appel à l'élargissement à des personnes qui en sont exclues de droits qui concernent déjà la majorité de la population. De même, la critique de la politique étrangère des États-Unis est souvent menée au nom du respect de la légalité internationale.

Ainsi, selon Raynaud, l'extrême gauche «est en quête d'une alternative globale au "système" comparable à ce que promettait autrefois le marxisme dans ses diverses versions, mais elle est elle-même trop pénétrée de l'imaginaire démocratico-libéral pour pouvoir proposer une telle alternative». Raynaud a certainement raison sur ce point. L'extrême gauche a d'ailleurs d'excellentes raisons d'être pénétrée par l'«imaginaire démocratico-libéral». Comme Raynaud le reconnaît lui-même, la formation de cet imaginaire est en large part le fruit des luttes sociales qu'elle a livrées au cours des siècles passés.

Razmig Keucheyan
Université de Paris IV-Sorbonne (CESS)

TURCOTTE Paul André, REMY Jean,
Médiations et compromis. Institutions religieuses et symboliques sociales.
Contributions à une relecture des classiques de la sociologie,
Paris, L'Harmattan, 2006, 284p.

Cet ouvrage écrit en collaboration est une relecture exemplaire des classiques de la sociologie, et notamment de leurs textes relatifs au religieux, sous l'angle d'un fil conducteur : celui d'une sociologie des médiations, des compromis, des transactions. Autant de termes spontanément assez compréhensibles, mais qui nécessitent que l'on en définisse plus clairement le sens. À signaler ainsi les lectures de Durkheim par J. Pradès, de Weber par J. Séguy et J. M. Ouédraogo, de Simmel par J. Remy, de Marx et Engels par I. Varga et les synthèses de P.-A. Turcotte. Des références multiples ou des analyses spécifiques de l'institution religieuse, en particulier catholique (J. Remy, X. Itçaina et J. Palard), proposent des analyses empiriques relatives aux thématiques générales traitées.

Ces auteurs veulent contribuer à approfondir le paradigme sociologique délaissé par une sociologie conflictualiste et par une sociologie individualiste. Ils entendent ainsi jeter un regard sur les processus par lesquels les sociétés se construisent par le biais de médiations, de compromis, de transactions, termes plus ou moins équivalents, mais qui évoquent des dimensions différentes.

Car on pourra mettre l'accent sur les processus de négociation et de compromis que l'on peut déceler, à la suite de Durkheim, au niveau des États ou, à la suite de l'analyse wébérienne, sur le plan des institutions religieuses. On est là devant des institutions de natures diverses (religieuse, politique, syndicale...) qui, pour assurer leur survie ou pour garantir un bénéfice aussi généralisé que possible à ceux qu'elles considèrent comme leurs populations de référence, négocient rationnellement la sauvegarde maximale de leurs intérêts ou procèdent à des compromis plus ou moins implicites. Une sociologie historique comparée pourrait probablement mettre en évidence que ceci est le propre de toute société. Ou, plus exactement, elle pourrait mettre en évidence comment toute société, y compris la société contemporaine et ses institutions, connaît des espaces relevant du négociable et d'autres du non-négociable. La question étant de

savoir pourquoi certaines choses sont à certains moments de l'ordre du négociable ou au contraire du non-négociable.

Notamment à partir d'une relecture de Simmel, J. Remy creuse un paradigme sur lequel il travaille depuis de nombreuses années¹, celui de la transaction. La vision de la société qui s'en dégage est celle d'une construction dynamique, d'un équilibre instable (qui pourrait être éclairé selon J. Remy par le modèle cybernétique), s'élevant par le flot incessant des interactions réciproques construites à travers les dimensions rationnelles et non rationnelles de l'agir et par la médiation de la corporéité. Vision simmélienne qui, selon Remy, implique comme postulat l'obligation d'opérer constamment des transactions. Ceci est le propre de la modernité, car celle-ci impose «la transaction [comme...] un mode d'interaction orienté vers le changement [...] dans une nécessaire orientation dans un environnement mouvant» (p.256). En appliquant cette idée à l'agir institutionnel, J. Remy introduit et explore le concept de "gouvernance" sous l'angle sociologique, l'exigence de procéder par une logique de "gouvernance" découlant du constat relatif à des situations dans lesquelles aucun acteur n'a la capacité d'induire l'orientation à lui seul en réduisant les apports des autres à des adaptations complémentaires » (p.261). "Gouvernance" est ainsi entendu comme «un système d'action fédérateur d'une pluralité de systèmes relativement autonomes» (p.261) pouvant aboutir à des formes de compromis.

Ce paradigme aux aspects multiples (transaction, négociation, compromis) fait certainement partie d'un regard assez partagé par la sociologie contemporaine. C'est ainsi que les références à la théorie de la justification de Thévenot et Boltanski ou aux synthèses relatives à la théorie du compromis (voir M. Nachi, dans *Information sur les sciences sociales*, 2004, 6, pp.131-143) sont signalées.

Paul-André Turcotte, coordinateur du volume avec Jean Remy, parcourt les classiques de la sociologie de la religion (pp.17-46) pour voir comment, de Engels à Certeau en passant par Troelsch et Weber, on a analysé le paradoxe des religions, et singulièrement du christianisme, constamment tendu entre une altérité et une immersion dans l'histoire et dans le monde et opérant par là des transactions multiples, voire des compromissions. Transactions entre le charisme et l'institutionnalisation, entre l'utopie et l'ancrage historique, entre l'idéal et le concret social.

Que ce soit en général ou en relation plus spécifique avec les phénomènes religieux, il reste la question de savoir si ce paradigme peut devenir un paradigme exclusif de l'interprétation des sociétés. Car au sein de celles-ci, y compris au sein des sociétés contemporaines, tout n'est pas négociable, tout n'est pas l'objet de transactions. Il s'agirait alors d'explorer de manière plus approfondie une sociologie des conditions de possibilité du négociable et du non-négociable, de ce qui peut faire l'objet de transactions et de compromis et de ce qui ne le peut ou ne parvient pas à le pouvoir à un moment et dans une conjoncture historique donnés. Ce qui renvoie en définitive à une théorie de l'action et de la société qui saisit la complexité de la construction sociale, laquelle ne peut pas être ramenée à une construction totalement ouverte, mais ne peut être que tension entre construction à venir et déjà-là social, innovation et compromis, changement et reproduction, la question sociologique étant de savoir à quelles conditions l'une ou/et l'autre sont possibles.

Felice Dassetto

Université catholique de Louvain (ANSO)

¹ Voir par exemple, parmi les premières références : REMY J., VOYÉ L., SERVAIS E., *Produire ou reproduire ? Vol. 1. Conflits et transaction sociale. Vol.2. Transaction sociale et dynamique culturelle*, Bruxelles, Vie ouvrière, 1978 et 1980.

English Summaries

Managing Family and Professional Life : an Approach with the Fathers

Futoshi Taga

“The Man who Doesn’t Raise his Child Shouldn’t Be Called a Father” ? The Trends of Discourse on Fatherhood and Father’s Dilemma in Japan

Japanese fatherhood has been characterized as preoccupation with work and alienation from family. However, Japan’s recent political and economic conditions have brought about changes and diversification in fatherhood. We can recognize three types of father’s responsibilities in recent discourses on fatherhood in Japan : 1) “provider,” supplying necessary economic resources for the growth of children, 2) “socializer,” supporting children to learn social norms and good manners, 3) “carer,” helping children by doing what children cannot do. It is difficult for fathers to keep a balance between the responsibility as a provider and as a socializer/carers. Male-dominant employment practices and insufficient child-support systems force many fathers to work very long and many mothers to stay home. Fathers’ reactions to the conflict are various. Some affirm gender division of parental responsibilities and justify their insufficient involvement in childcare. Some take a responsibility as a sole provider and make an effort to get involved in childcare as much as possible. Some try to juggle work and childcare and build egalitarian relationship with his wife, rethinking the meaning of masculinity.

Jacinte Mazzocchetti

From Authority to Affection : The Transformation of Paternity Roles among Schooled Ouagalese Youth (Burkina Faso)

This article deals with transformations in the role of men as fathers among schooled Ouagalese youth (Burkina Faso, West Africa). For the educated young men, unlike the rest of the extended family, the “classical” logic of social advancement, of access to the status of family chief, until recently, has been that of study leading to employment, which in turn allowed them to marry and support a household. Today, due to the socio-economic crisis that has hit the country, many of these young men, although they have studied many years and have sacrificed in order to succeed, for themselves as well as for their families, do not reach their goals and gain recognition ; they are unable in turn to help those who have helped them and are incapable of marrying... Hence the question of the possibility of being a “father” arises, when their economic and social conditions are insufficient for supporting a family. A role model, other than that of authority and breadwinner needs to be invented. Hence we observe a progressive redefinition of the image of child and father/child relationships. The wants and needs of their offspring are transformed and, consequently, the education and affective investment differ.

Bernard Fusulier, David Laloy, Émilie Sanchez

The Social Acceptability of Availing oneself of Legal Parental Leave : the Viewpoint of Staff in a Major Enterprise

In Belgium, various measures have been enacted aimed at facilitating the combining of professional life/family life. In general, they are in no way obligatory, either for workers or for employers. A number of variables have an impact on parents' choices in taking or not taking leaves attached to family life. Between institutional measures and individual attitudes, a range of options thus exists. This article concentrates on the role played by the workplace. We thus observe that the fact of being a working father remains subject to a lack of recognition and legitimacy. In general, an enterprise's management style presupposes that familial commitments often result from private choices and are a woman's responsibility. Additionally, the enterprise's organizational culture counts, notably in defining the legitimacy granted to those availing themselves of parental leave. The question is explored here in analyzing how 137 members of the personnel of a major Walloon enterprise see that legitimacy.

Hélène Trelu

Recombinations and Resistances of Masculinity and Femininity, of Paternity and Maternity in the Case of Fathers' Parental Leave in France

In France, rare are the fathers who take a parental leave. This article relates to these very few men. We wonder to which extent their experience makes it possible to build up a singular paternity and maternity? This empirical survey is based on 27 interviews of some of these men together with their partners. First of all, we look at the profile of these atypical couples. We then focus on the creative dimension of the parental practices of the fathers interviewed, and beyond on the reshaping of the parental roles. New practices are set up ; renegotiations appear and contribute to a redefinition of the male and female identities.

Laura Merla

Masculinity and Paternity outside the Working World : the Case of Stay-at-home Fathers in Belgium

Written on the basis of doctoral research on 21 stay-at-home fathers, this article focuses on men's difficulties in managing a positive self-image that prescind from reference to professional work roles, both *vis-à-vis* themselves and in relation to others. We will shed light on the persistence of norms on the sexual division of labour which show through on the level of interactions with others in and outside of the domestic context ; we will also examine the strategies that stay-at-home fathers employ in reducing the identitary and relational import of the lack of legitimacy they are confronted with. We shall place particular accent on the role played by reference to professional work, both in defining self "for self" and in the presentation of self to others. In conclusion, an original definition of gender identity will be proposed.

Laurent Sébastien Fournier

The Theme Festival, a New Look at Local Festivals in Provence (France)

In studying the construction of contemporary local festivals, this article attempts to establish a relationship between the present-day tendency, which consists in assigning festivals thematic pretexts, and the general globalization of social relations within these local communities. The example of Provence, in southern France, shows that the themes chosen are in great part linked to nature or the past. A reminder of the historical origins of this specific sort of local festival lets us shed light on the changes that have affected the structure of festivals over the course of the 20th century and which

have led to the development of recombined and diversified programmes. What is at stake in the new theme festivals appears clearly then : in a pedagogical and consensual way, commercial, aesthetic and identitary aims are combined to present a showcase of a territory and a local culture resolutely open to the global society.

Jean-François Orianne, Bernard Conter

The Politics of Employability in Belgium : Clinical Treatment of the Unemployed and Statistical Treatment of Unemployment

This article investigates the setting up and follow-up of European employment politics in Belgium, in light of the sociology of Norbert Elias, in blending the socio-genetic and psycho-genetic dimensions of European construction. The clinical treatment of the unemployed, principally based on the professional construction of employability troubles, contributes to the internalization of standards on a vast scale, to the socialization of the active population on the job market and reinforcing competition between occupied actives and unoccupied actives (a principal condition for the stability of a unique currency). At the same time, the statistical treatment of unemployment, consisting in a deliberate game between States (and Regions) of maximization of result indicators, reinforces a territorial competition aimed at attracting investors as well as organizing, legitimating and dynamizing the unsteady movement toward harmonization or integration of social protection systems in Europe.

Achevé d'imprimer en novembre 2007
N.V. Peeters, 50 Warotstraat
B3020 Herent (Belgium)

Notice à l'intention des auteurs

Nous demandons aux auteurs de se conformer aux usages suivants :

- * Les manuscrits (d'un maximum de 50 000 caractères, espaces blancs, notes de bas de page et bibliographie compris) seront fournis en trois exemplaires, accompagnés de résumés français (10/15 lignes). La version informatique du texte accompagnera l'envoi ou parviendra à l'E-Mail de la rédaction.
 - * Le texte, rédigé dans un français correct et clair, sera structuré comme suit :
 - I pour les grands points
 - A. pour les subdivisions des grands points
 - 1. pour les nouvelles subdivisions
 - a. pour les sous-subdivisions
 - * Les références bibliographiques
 - Les renvois à la bibliographie se font dans le texte, et non dans les notes de bas de page, réservées aux commentaires. La référence sera présentée comme suit : ... (Dumon, 1977 :10).
 - La bibliographie, par ordre alphabétique d'auteurs, devra se présenter comme dans les exemples suivants :
 - Pour les ouvrages :
Bateson G., 1977, *Vers une écologie de l'esprit*, Paris, Seuil.
 - Pour les articles :
Ferguson C., 1959, "Diglossia", *Word*, n°15, pp. 325-340.
 - Pour les parties d'ouvrage :
De Munck J., 1992, "les minorités en Europe", in Dewandre N., Lenoble J., Eds, *L'Europe au soir du siècle*, Paris, Éd. Esprit, pp. 137-161.
- Les écrits d'un même auteur parus la même année seront distingués par des lettres minuscules (1977a, 1977b...).
- Les noms des auteurs seront écrits en lettres minuscules.**
- Toute bibliographie incomplète sera renvoyée à l'auteur.
- La pagination sera mentionnée pour les citations textuelles.
 - L'emploi de l'italique est réservé aux mots étrangers (anglais, latin...) ainsi qu'aux ouvrages. Il ne sera pas tenu compte des autres italiques.
- N.B. Les épreuves ne sont pas envoyées aux auteurs pour corrections. Ceux-ci sont donc tenus de faire parvenir un texte définitif.*

Le non-respect de ces règles entraîne le refus de l'article

Les articles doivent être inédits

Ils ne peuvent être soumis à une autre revue en même temps qu'à la nôtre

Les manuscrits non insérés ne sont pas renvoyés à leurs auteurs

Numéros disponibles

- 1991/1-2 Phénoménologie des problèmes sociaux
1991/3 L'actualité de Durkheim
1992/1 Sociologie de la littérature
1992/2 Louis Dumont
1992/3 Règles, groupes et individus en société
1993/1-2 Philosophie, sociologie, droit
1993/3 Stratifications et mobilités sociales
1994/1 Face à l'Etat
1994/2 Mode mineur de la réalité et discours sociologiques
1994/3 Structures et pratiques de l'économie informelle en Europe
1995/1 Chaînes de télévision et usagers familiaux
1995/2 L'enseignement technique et professionnel
1995/3 L'économique devant la sociologie
1996/1 Cohésion sociale ou éclatement ?
1996/2 Niklas Luhmann en perspective
1996/3 Jeunes sociologues
1997/1 Où va la Belgique ?
1997/2 Intégration et citoyenneté
1997/3 La transmission en religion
1998/1 Le corps. Entre émotion et rationalité
1998/2 Religion et santé
1998/3 Comparatisme et sciences humaines/École et socialisation
1999/1 Sociologie de la ville
1999/2 Souffrance sociale et attentes de reconnaissance
1999/3 Rapports sociaux de sexe
2000/1 Belgique 2000 : entre régulations globales et exigence réflexive
2000/2 Les nouvelles politiques sociales
2000/3 Le bouddhisme en Occident. Approches anthropologique et sociologique
2001/1 Anthropologie Prospective
2001/2 La mort : Perceptions et pratiques d'aujourd'hui
2001/3 La pensée binaire
2002/1 Du contrôle à la responsabilisation
2002/2 L'anthropologue à l'épreuve du temps
2002/3 Espace et mobilité
2003/1 Élités et élites locales
2003/2 De la domination
2003/3 Échanges autour du don
2004/1 Socio-anthropologie de la rencontre des médecines
2004/2 Sociologie des régulations de l'enseignement
2004/3 Connaissance et relations sociales
2005/1 Les processus inégalitaires : production, effets
2005/2-3 Économie, culture et société
2006/1 Le sociologue dans la cité
2006/2 Islam : entre local et global
2007/1 Altermondialisme, société civile et mondialisation

Éditeur : Recherches sociologiques et anthropologiques,

Place Montesquieu 1/10

B 1348 Louvain-la-Neuve